

POUR LE PARTI

supplément

FONDERIES MONTUPET =

UN LICENCIEMENT POLITIQUE

Dans P.L.P. n° 42, nous vous informions du licenciement d'un délégué du personnel ouvrier, voté par un C.E. à majorité C.G.T. L'information était complétée d'un tract que notre organisation a diffusé largement, retraçant le cheminement de cette crapuleuse affaire qui en dit long sur le " fameux changement ". Comme le disent les ouvriers de la Fonderie Montupet : " Depuis le 10 Mai, une seule chose a changé ici, la C.G.T. licencie ! ". Nous vous proposons aujourd'hui de revenir sur ce licenciement politique, son déroulement, et à travers l'activité de la cellule Montupet V.P. montrer les difficultés du travail révolutionnaire, afin que toute l'organisation en tire les leçons, mais également que tous les ouvriers, militants, syndicalistes, qui ont à coeur la défense des intérêts de la classe ouvrière y puisent les enseignements, y perçoivent la nécessité de l'organisation et du travail révolutionnaire pour balayer l'emprise des bureaucrates sur le mouvement ouvrier. Le socialisme, il faudra le construire contre eux Camarades !

EN JUILLET, UNE GRÈVE DE TROIS SEMAINES

Il ne s'agit pas ici de faire un bilan de cette grève, mais il est important de faire quelques rappels sur les événements d'avant le licenciement pour mieux en comprendre le fond.

Le camarade est délégué du personnel C.G.T., et s'est retrouvé au coeur de nombreuses luttes de l'usine. Il s'agit d'une fonderie d'aluminium où absolument tout est à revoir au niveau des conditions de travail. Seuls les immigrés sont en production. Notre cellule a consacré une grande part de son activité à cette question, notamment à travers une campagne sur l'aménagement du temps de travail et du travail (bilan à venir). Cette activité n'est pas sans lien avec le déclenchement de la grève de juillet. Trois semaines avec occupation. Des tripes des ouvriers est ressorti le dégoût de travailler dans de telles conditions,

absolument lamentables. Dans cette grève le camarade a eu un rôle très important, de direction et d'organisation non seulement contre la direction et la maîtrise, mais également contre la plupart des dirigeants C.G.T. qui étaient non grévistes. Chaque jour était une lutte contre leurs tentatives de briser le mouvement. Le C.E. a même organisé un vote avec la direction pour l'ouverture des portes ! Quant à l'UL et l'UD C.G.T., ils ont durant toute la grève condamné la forme de lutte, appelant les grévistes à s'unir avec les non-grévistes pour trouver ensemble une forme de lutte correspondante ! Le camarade soutenait la forme de lutte choisie par les grévistes, c'est-à-dire occupation d'usine. Il a montré la nécessité pour les grévistes de garder leur indépendance de décision, d'organisation et combattu l'idée développée par les chefs C.G.T., comme

quoi les cadres, les chefs, les ingénieurs faisaient partie du camp des exploités. Quand les dirigeants C.G.T. criaient " unité du personnel ", les grévistes répondaient " non, unité des grévistes, unité derrière les grévistes ". Notre cellule a appuyé la position des grévistes et nos militants sur le terrain ont organisé des groupes de discussion/débat pour développer plus à fond la justesse de la position des grévistes contre celle des dirigeants de la C.G.T., pour obtenir la satisfaction des revendications, contre le patron.

Suite à cette grève, la direction Montupet a juré d'avoir la peau du camarade. L'UD et UL C.G.T. quant à elles sont bien décidées d'avoir sa tête ! et en ont déjà averti le camarade. I

En Septembre, de nouveau les luttes s'organisent dans l'usine (les caristes, les fondeurs). Cette lutte des caristes est une des premières dans l'histoire de l'usine. Elle est collective, des réunions sont organisées après les heures de travail, la section C.G.T. de l'usine est obligée " d'être active ", pour la première fois des affichettes sont mises dans tous les ateliers pour informer l'ensemble des ouvriers. Là encore le camarade est dans la lutte. En ce mois de Septembre, la direction et les dirigeants C.G.T. le frappent. Avertissement d'un côté, tentative d'exclusion de l'autre. Les ouvriers seront les plus forts et feront reculer les deux sanctions. Les heures d'informations syndicales (acquises en 68) sont transformées en véritables tribunaux populaires pour juger les traîtres de la grève. Contre l'exclusion du camarade, les ouvriers réclament la tête du secrétaire de la section C.G.T., exigent de nouvelles élections du C.E., vendu au patron durant la grève. La direction Montupet est aux abois, les dirigeants syndicaux s'énervent.

Septembre est le mois de la riposte des ouvriers aux retombées réformistes de la grève, des cadeaux empoisonnés issus de la négociation finale. Retournons encore à cette grève... Après trois semaines de combat, les dirigeants C.G.T. et la direction multiplient leurs manœuvres pour briser le mouvement. La dernière qui couronne le tout, le bouquet final : qui va négocier pour les grévistes ? Réponse : tous les gens mandatés !!! des DP et du CE (C.G.C., C.F.T.C., C.G.T.), le camarade licencié isolé, les délégués de gauche trompés, cet " ensemble " de représentants du personnel a vendu la grève pour que cesse le conflit ! Que voulez-vous, quand on dit défendre l'ensemble du personnel comme le dit la C.G.T., et bien on fait appel aux représentants de l'ensemble du personnel pour que cesse un conflit qui n'a que trop duré !! Qu'importe d'être gréviste ou non-gréviste ! Comme disaient les dirigeants C.G.T. : " Les grévistes, ce sont ceux qui soutiennent les revendications !!! ". C'est une façon comme une autre de mettre de côté la forme de lutte quand on est contre ! Tous ces élus, plus responsables devant un conflit qui dure et qui met " en péril la vie de l'entreprise " que devant la lutte de 500 ouvriers grévistes qui se crévent en production, se sont de nouveau placés à côté de la direction qui criait au secours " Regardez les difficultés économiques Messieurs ! ", contre les ouvriers. Le résultat des négociations parle de lui-même :

- 63 h de récupération à la place du paiement des jours de grève !
- prime de 200 F. pour les fondeurs qui voudront effectuer un boulot supplémentaire (casser les jets et masselotte), alors que les fondeurs refusaient depuis plusieurs mois car c'était faire deux boulots pour une seule paye !
- Conditions de travail : RIEN

Ces trois points montrent bien la soumission des dirigeants C.G.T. aux impératifs économiques des capitalistes. Rattraper le temps perdu, faire plus de production, avec moins d'ouvriers, pour moins de salaire. C'est vrai qu'ils profitent bien des " résultats obtenus ". Qu'importe que ce soit au prix d'un allongement de la journée de travail, au prix d'une augmentation des charges de travail pour ceux qui pendant trois semaines ont dit " non au baignoire capitaliste ". Non, l'intérêt des ouvriers n'a vraiment rien à voir avec celui des exploités.

S'appuyant sur la gauche du syndicat C.G.T. et sur les revendications des ouvriers d'en finir avec les récupérations, le camarade organise la lutte contre les cadeaux empoisonnés des réformistes, montre que la prime au cassage des jets et masselotte divise les fondeurs.

Notre cellule appuie cette lutte, appelant l'ensemble des délégués à organiser la non-récupération, critiquant la position des dirigeants C.G.T. sur le " respect du volontariat " pour le cassage des jets et masselotte. Le respect du volontariat n'étant en fait que le respect de l'exploitation, de la division. Dans le syndicat nous soutenons deux mots d'ordre des ouvriers : pointage aux heures normales, pétition contre les récupérations. Aucun des deux ne sera repris par les dirigeants C.G.T. Ils ne lèveront pas le petit doigt. P.C.F. et C.G.T. main dans la main. Le délégué syndical (P.C.F.) fera

L'ATTITUDE DE LA DIRECTION

Elle est décidée d'aller jusqu'au bout. " Si on ne le licencie pas maintenant, on ne pourra pas avant 2 ou 3 ans ", a-t-elle dit à la maîtrise. Elle n'a pas choisi au hasard le moment de procéder au licenciement. Elle regarde deux facteurs :

un discours flamboyant aux ouvriers " Camarades, aujourd'hui se mènent de grandes négociations sur la réduction du temps de travail, il faut être derrière vos délégués, créer un rapport de forces... ". C'est bien le P.C.F. dans la parole, dans les actes ! Le " camarade " faisait partie des négociateurs de dernière heure qui ont accepté et proposé la récupération, des semaines de 48 h pour les ouvriers de la fonderie. Aujourd'hui, quand les ouvriers parlent de non-récupération, ce camarade se cache ! Pendant la grève, si les ouvriers avaient été derrière ce délégué, ils auraient été non-grévistes !

En Octobre, direction et dirigeants C.G.T. frappent de nouveau : procédure de licenciement d'un côté, exclusion de la C.G.T. de l'autre.

Le Vendredi 9 Octobre, le camarade est convoqué par son chef d'atelier. Celui-ci lui fait lecture d'un second avertissement. Motif : avoir pointé deux personnes le matin du même jour ! Ceci constituant une faute lourde, le licenciement est envisagé. En attendant que la procédure aille à son terme, le camarade est mis à pied. Il le sera pendant trois semaines !

MAINTENANT, ON TRAVAILLE
ENSEMBLE... !

La direction a choisi pour licencier un moment où les contradictions entre le camarade et les dirigeants C.G.T. avaient atteint un point de rupture violente : l'exclusion. Les camps qui étaient apparus clairement pendant la grève de nouveau entraînent en lutte. Du côté ouvrier la tendance était à l'organisation, à une vie syndicale active, contre les dirigeants C.G.T., et contre la direction de l'usine. De fait, la contradiction entre la gauche et la droite du syndicat s'aggravant, la contradiction entre les ouvriers et la direction devenait également plus aiguë. Un remède temporaire pour le patron : licencier le camarade.

- sa force : elle est au courant de la tentative d'exclusion et de la volonté des dirigeants C.G.T. d'exclure le camarade.

Elle sait également que la grande majorité du C.E. " souhaite le départ " du camarade. Le C.E. a été un des appuis les plus impor-

tants du patron pour briser la grève de Juillet.

Elle sait aussi que " le silence " de l'UL et l'UD C.G.T. lui est assuré en cas de durcissement du conflit. Pendant la grève la ligne politique des dirigeants C.G.T. (intérêts de l'entreprise, intérêts des salariés, l'ensemble du personnel de l'usine, évitons les conflits...) les a amenés à isoler le camarade de concert avec la direction (dirigeants syndicaux et direction utilisant la même sono, celle de la C.G.T., interdite bien entendu au camarade !).

ses faiblesses : Le camarade a un soutien massif (important au niveau des ateliers de production). La grève l'a montré, les débrayages contre le premier avertissement de Septembre également.

La section syndicale C.G.T. de l'usine est divisée. La fraction de gauche (en partie des immigrés) appuie le camarade. Elle s'est opposée sur plusieurs points à la ligne politique de la C.G.T. pendant la grève (la forme de lutte, indépendance des grévistes contre ensemble du personnel). Les délégués de gauche, marocains

pour la plupart, ont une grande influence sur les immigrés de l'usine, ils en sont les chefs.

Les syndiqués de la section (issus de la grève) sont avec le camarade.

Le centre de la section, délégués français sincères, représentatifs de certaines couches d'ouvriers d'entretien et mécanique sont contre les deux sanctions.

L'organisation V.P. intervient sur l'usine. Notre activité s'est incrustée dans la vie de l'usine, imprègne les débats. Nous avons soutenu les grévistes pendant trois semaines et les ouvriers sont sensibles à notre propagande (les ouvriers de l'usine ont défendu une camarade de V.P. agressée par 10 militants du P.C.F. Lors d'une diffusion de tracts à la porte de l'usine ! exclusion, licenciement, agression, menaces de viol, rien n'arrête les flics du P.C.F. pour éliminer les révolutionnaires !). Aussi, le patron sait qu'il doit s'attendre à une offensive politique importante de la part de V.P. Le camarade est soupçonné d'appartenir à l'organisation V.P.



ACCENTUER SA FORCE EN ATTAQUANT SES FAIBLESSES, telle sera sa tactique.

- Reprendre exactement la ligne politique de la C.G.T. (intérêt de tous les salariés, de l'entreprise, les difficultés de l'usine sont l'affaire de tous...), son but : isoler le camarade en le qualifiant d'anarchiste, gauchiste, inconscient, faire que la C.G.T. fasse la police dans ses rangs (neutralise la gauche).
- Mettre le camarade à pied, lui interdisant l'entrée de l'usine durant toute la procédure de licenciement. Son but : empêcher le camarade d'organiser la lutte à l'intérieur de l'usine, le couper des ouvriers et de la gauche du syndicat.
- Lier le camarade à l'Organisation V.P., disant aux ouvriers que le camarade n'est dans la C.G.T. et dans l'usine que pour servir les buts d'une organisation révolutionnaire, opposer cela à la défense des intérêts ouvriers.
- Neutraliser la gauche influente et dirigeante des ouvriers en multipliant pressions et menaces. Menace de contact avec l'Ambassade du Maroc, menaces de licenciement pour ceux qui oseront bouger, de refoulement aux frontières avec les familles.
- Faire régner dans l'usine un climat de terreur, pour ficeler les ouvriers, ex : 100 licenciements sont prévus, tracts V.P. collés dans les vestiaires et W.C. avec bombages fascistes contre V.P. (et le camarade), pression des chefs importante.

L'ATTITUDE DES RÉFORMISTES

Pour les dirigeants de la C.G.T. et les planqués du C.E., ce licenciement arrive à point. On ne sait pas s'ils l'ont préparé main dans la main avec la direction, mais ce qui est certain c'est qu'ils en ont préparé les conditions, et que pendant la procédure ils ont absolument tout fait pour que le licenciement réussisse (nous y reviendrons).

- Le dossier est bidon : la cause du licenciement concerne le règlement intérieur contre lequel la C.G.T. " se bat " et ils connaissent

parfaitement le motif exact. De plus la C.G.T. est " contre tout licenciement ", enfin c'est ce qu'ils écrivent sur leurs tracts !

- Le camarade est délégué du personnel C.G.T. Le gouvernement vient de voter une loi d'amnistie des délégués licenciés. Paradoxe !

- Suivant la procédure légale, le patron est tenu de demander l'avis du C.E. (à majorité C.G.T.) car le camarade est délégué du personnel. C'est-à-dire que la C.G.T.

devra se prononcer devant tous les ouvriers, lors du C.E. extraordinaire prévu dans une semaine : pour ou contre.

- Le camarade a le soutien des ouvriers et d'une partie des délégués. Chacun à l'usine sait que le licenciement est une sanction de la grève de Juillet et parce que le camarade défend lui les intérêts des ouvriers. Aussi les dirigeants C.G.T. savent qu'il va y avoir des réactions de la part des ouvriers.

Les ouvriers n'ont pas " grande confiance " dans le C.E. depuis la grève.

C'est une situation difficile pour les dirigeants C.G.T.

Licencier un délégué C.G.T., ouvrier, en restant les défenseurs des intérêts de la classe ouvrière !

Risquer de perdre cette influence pendant longtemps, mais en espérant la retrouver plus tard.

Voter un licenciement alors que la C.G.T. est contre les licenciements (en parole !).

Que voulez-vous, lorsque l'on joue ses propres privilèges, les intérêts des ouvriers passent après ! Pendant toute la semaine du licenciement les dirigeants C.G.T. vont s'employer à résoudre cette situation difficile, à leur avantage immédiat : licencier un gauchiste trop actif. Eux qui parlent sans cesse d'unité d'action, vont mettre ce mot d'ordre en pratique avec la direction Montupet, " Travaillons ensemble ! ".

L'attitude des ouvriers, nous y reviendrons dans le cours des événements qui se sont succédés à un rythme endiablé. Nous proposons un historique du licenciement jour par jour pour rendre l'exposé plus vivant et dans le cours de l'historique greffer toute l'activité de la cellule, ses enseignements, la lutte politique menée à travers le licenciement du camarade.

LICENCIÉ DE LA C.G.T. ET EXCLU DE L'USINE (ET VICE ET VERSA)

Le Vendredi 9 Octobre

En fin de poste, une procédure de licenciement est envisagée contre le camarade, suite à un second avertissement pour non-respect du règlement intérieur.

Dans l'après-midi, le camarade prend contact par téléphone avec le secrétaire du C.E. (également DP) pour plus de détails. Celui-ci confirme l'avertissement, la mise à pied et le licenciement. La direction a convoqué le secrétaire du C.E. et le secrétaire de la section C.G.T. pour leur annoncer la sanction avant lecture à l'intéressé. Aucun des deux n'avertira le camarade ! Réponse du secrétaire du C.E. : " On verra ça Lundi ! ". Le soir, le camarade retourne à l'usine pour contacter un délégué de gauche et avertir l'équipe de nuit, préparer la riposte. Le Secrétaire de la section C.G.T. est justement là. Il n'a encore informé personne du licenciement. Une pétition/information est décidée par les ouvriers, l'action décidée pour Lundi.

Le Samedi 10 Octobre

Le camarade retourne à l'usine pour voir l'équipe du matin (récupération de la grève), à la jonction des équipes nuit-matin, les pétitions ont circulé, les ouvriers sont au courant, le mécontentement est grand. Le camarade fait un bon de délégation et parcourt les ateliers. Il se fait appréhender par cinq chefs qui lui disent refuser le bon de délégation, et qui le prient de bien vouloir quitter l'usine immédiatement. Pendant ce licenciement la maîtrise va de nouveau montrer que dans la lutte de classes elle est dans un camp : celui de la bourgeoisie et que son rôle est l'encadrement militaire de la classe ouvrière.

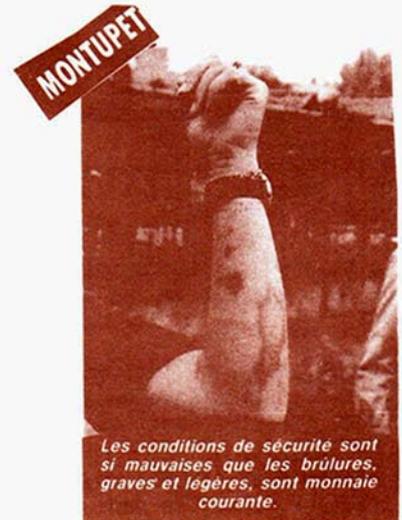
L'activité de la cellule commence dès ce samedi matin. Nous vous rappelons un schéma de la procédure légale du licenciement que le patron doit suivre pour apprécier une situation d'ensemble. Nous assumons le côté juridique : préparation du dossier, contact avec l'Inspecteur du Travail.

QUELLE OFFENSIVE POLITIQUE ? QUELLE TACTIQUE ?

- 1/ Nous voyons que le licenciement tombe au moment où la C.G.T. veut exclure le camarade. L'attitude des secrétaires du C.E. et de la section syndicale montre que ce licenciement les arrange et qu'une apparence de défense du camarade masquera en fait une volonté de licencier.
- 2/ Nous savons qu'il faut frapper vite, que les ouvriers se mobilisent rapidement, que la force des ouvriers est décisive. La tactique des dirigeants C.G.T. va être de temporiser, de mettre en avant la procédure légale. Mettre les ouvriers en confiance avec un vote du C.E. contre le licenciement, et un refus obligatoire de l'Inspecteur du Travail afin d'empêcher toute lutte.
- 3/ Il est sûr que les dirigeants C.G.T. et la direction vont diriger le débat envers les ouvriers sur la question du règlement intérieur : " il a pointé, il a triché ! ". Aussi la cellule fixe son offensive sur le motif réel du licenciement : sanction de la grève, délégué combatif.
- 4/ Sur qui s'appuyer ? Les délégués de gauche. Ils sont les éléments décisifs du moment, ceux qui peuvent diriger et organiser une action de masse rapide, de force.

QUE DÉCIDONS-NOUS ?

- 1/ De pousser les dirigeants C.G.T. à agir contre le licenciement afin de mieux les démasquer aux yeux des ouvriers.
- 2/ De combattre l'idée pointage ou pas pointage de façon orale à la porte de l'usine.



Les conditions de sécurité sont si mauvaises que les brûlures, graves et légères, sont monnaie courante.

LES MOYENS

- 1/ Réunir les délégués de gauche le Dimanche pour leur soumettre notre point de vue, leur proposer un tract, organiser la riposte.
- 2/ Que le camarade licencié soit présent à la porte pour contre-carrer la mise à pied et se lier au maximum avec les ouvriers, développer une activité offensive.
- 3/ Un tract reprenant l'essentiel de notre réflexion : sanction de la grève, motif bidon, tout le syndicat doit organiser la mobilisation immédiate, il faut choisir son camp.

Dimanche 11 Octobre

Des délégués de gauche acceptent de rencontrer notre organisation. Qui sont-ils ? Principaux dirigeants de la grève de Juillet, ils se sont opposés à la C.G.T. sur la forme de lutte, sur l'indépendance des grévistes face à l'ensemble du personnel. Ils ont défendu les tracts V.P. contre l'UL C.G.T. de Nanterre. Ce sont des éléments combattifs, qui ont une vision floue de la ligne de la C.G.T. Ils ont l'appui des masses et parlent de créer une C.F.D.T. Dans la discussion nous avons deux objectifs :

- 1/ Consolider un appui important, soumettre nos propositions et notre point de vue sur le licenciement.
- 2/ Aider les camarades à être dirigeants de la riposte, qu'ils avancent dans la compréhension de la ligne de la C.G.T.

Nous tombons d'accord sur la nécessité de la riposte ouvrière immédiate. Seule la force des ouvriers fera reculer le patron. Les camarades ont bien compris que les dirigeants C.G.T. de l'usine sont à l'origine du licenciement et qu'il n'y a rien à attendre d'eux. Nous essayons de lier le licenciement et l'attitude des dirigeants C.G.T. de chez Montupet, leur trahison pendant la grève en compagnie de l'UL et l'UD, à la ligne générale de la C.G.T. (préparation du 41ème Congrès), mais les camarades ne sont pas convaincus. Ils ont une tradition cégétiste, un passé de lutte dans ce syndicat, et même s'ils perçoivent une coupure entre les ouvriers et les bureaucrates, ils ne voient pas que c'est la ligne de la C.G.T. qui produit les bureaucrates. Ils partent de la réalité : "Tous les délégués ne sont pas pourris, enlevons les crapules et la C.G.T. sera la C.G.T. !". Et quand la réalité leur met devant les yeux les difficultés, en fait l'impossibilité d'enlever les pourris, alors ils se réfugient dans "la création d'une C.F.D.T.", ou alors remettent tout entre les mains des ouvriers.

Deux moyens sont acceptés en commun :

- 1/ La fermeture des portes dans la nuit de Lundi à Mardi par l'équipe de nuit (un délégué de gauche sera là la nuit) pour éviter l'affrontement avec la maîtrise.
- 2/ Un tract pour appeler à la mobilisation contre le vrai motif du licenciement, fait par V.P.

Ceci constituera une erreur tactique sur la suite des événements, nous y reviendrons.

Lundi 12 Octobre

Nous diffusons le tract à l'entrée de l'équipe du matin. Le camarade s'est vu interdire l'entrée de l'usine. Il utilise ce fait pour sensibiliser davantage les ouvriers. Des groupes de discussion se créent, la confiance domine. "L'inquiétude

pas camarade !". Les camarades de V.P. développent et insistent sur l'idée essentielle du tract : "Quand un ouvrier est attaqué, une seule réponse, la mobilisation de tous les ouvriers avec leur syndicat. Il faut choisir son camp. Dans ces moments on voit qui défend les intérêts des ouvriers !".

A 9 h, les membres C.G.T. du C.E. se réunissent. Objet : quelle position face au licenciement ? La C.G.T. a choisi, suivre la procédure légale ! résultat : 12 participants, 11 contre le licenciement. 1 abstention.

A la relève des équipes, nous fixons deux axes :

- 1/ Informer et diffuser le tract pour l'équipe de l'après-midi
- 2/ Enquête offensive envers l'équipe du matin.

question du pointage est secondaire. "80 % des ouvriers se font pointer" dira un ouvrier, "c'est un coup monté !". "Moi, j'en pointe 4 par jour et mon chef le sait" dira un autre !

Dans l'après-midi, les deux ouvriers soi-disant pointés par le camarade sont emmenés par une délégation d'ouvriers et les délégués de gauche chez le chef du personnel. Ils reconnaîtront avoir pointé eux-mêmes ! Vers 17 h 30, le camarade rencontre devant l'usine un délégué de gauche et le Secrétaire du C.E. Que fait-on ? On décide d'une heure de débrayage pour l'équipe de l'après-midi. Le Secrétaire du C.E. se sauve, prétextant un rendez-vous !! A 18 h, toute l'équipe de l'après-midi se dirige vers la porte de l'usine pour rejoindre le camarade à l'extérieur. Pendant une heure l'enjeu du licenciement est rappelé.



Les ouvriers en appellent aux délégués pour organiser la lutte. Un débrayage demain au moment de l'entretien préalable est décidé. "En attaquant notre délégué, le patron veut couper la tête des ouvriers" diront les ouvriers.

Le soir, un délégué de gauche prévient le camarade qu'il est obligé de prolonger sa maladie qu'il ne sera pas demain à l'usine. Pression de la direction sur le camarade ? sur le docteur ?

Il est évident que les délégués que nous avions rencontrés ont subi des pressions, soit de la C.G.T., soit de la direction ou même des deux ! L'un prolonge sa maladie, l'autre n'organise pas l'occupation de l'usine pourtant prévue... Ils se sont ralliés à un vote positif du C.E. sans trop y croire.

De cette journée nous tirons les enseignements. La présence du camarade à la porte s'est avérée importante pour les débats, pour maintenir le lien avec les ouvriers. D'autant que la mise à pied est prolongée, indéfiniment comme il fallait s'y attendre. Le travail oral est une nécessité, un complément du travail écrit, vu les difficultés énormes de lecture des ouvriers marocains en nombre (500). Autre point important, dans la lutte de classes, la maîtrise n'a pas ses mains dans les poches, non, elle attaque les ouvriers.

Les groupes/débat s'organisent avec les ouvriers. Nous voyons que le patron a fait une offensive importante par l'intermédiaire de la maîtrise. Les chefs sont allés voir les ouvriers pour leur dire : "Il a fait une faute grave, il a été vu, il n'est pas défendable !". Un ouvrier parle : "un délégué m'a dit que le camarade avait pointé". Un

autre : "Au C.E., ils sont contre le licenciement". Ces réflexions montrent que nous avons eu raison d'insister sur le motif réel du licenciement et que direction et dirigeants C.G.T. donnent comme perspective aux ouvriers le vote du C.E. fixé au Vendredi 16. Oralement, nous expliquons aux ouvriers que la

Pour le lendemain, nous décidons de lancer le mot d'ordre : " débrayage à 10 h " pour appuyer l'entretien préalable. Sitôt l'entretien terminé, il faut que le camarade s'adresse aux ouvriers pour leur faire part de la réponse du patron et si celle-ci est négative, décider avec les ouvriers de la poursuite du mouvement. Pour cela nous prévoyons :

- 1/ de demander au délégué de gauche le plus influent de rester avec les ouvriers et de tenir les ouvriers en attente devant les grands bureaux,
- 2/ et de se faire accompagner par les dirigeants C.G.T. pour la discussion avec le patron pour les " mouiller ".

Mardi 13 Octobre

A la rentrée de l'équipe du matin, nous lançons notre mot d'ordre. Les ouvriers sont d'accord mais " il faut que les délégués passent dans les ateliers ! ". Les dirigeants C.G.T. apparemment n'ont rien prévu.

Le camarade contacte l'Inspecteur du Travail, pour lui expliquer l'affaire. Celui-ci est en vacances ! Le remplaçant est débordé, et ne peut recevoir le camarade ! Il ne lui accordera un rendez-vous que le Vendredi après le vote crapuleux du C.E. C'est-à-dire l'affaire terminée, puisque si le C.E. vote pour le licenciement, l'Inspecteur du Travail ne peut plus rien ! Il y a de quoi s'interroger, Monsieur l'Inspecteur !

A 10 h, la section C.G.T. est informée par le patron que le camarade " aurait tenté d'agresser un chef, proférant des menaces !! ". Le bruit court dans l'usine. Les délégués de gauche sont pris de panique. Le débrayage n'a lieu qu'à 11 h. Tous les ateliers de production ont débrayé. La mécanique n'a pas bougé. Devant la détermination des ouvriers et une résistance des délégués de gauche, les dirigeants C.G.T. ont repris le mot d'ordre de débrayage. Le coup crapuleux du patron n'a pas entièrement réussi, les ouvriers accompagnent le camarade aux grands bureaux.

L'entretien préalable est rapide. Lecture du dossier, il est bidon. 4 témoignages de chefs, plus le témoignage de " l'agressé ". Devant l'insistance formelle des dirigeants C.G.T. et l'offensive du délégué de gauche le plus influent qui a refusé de rester dans la cour avec les ouvriers, le chef du personnel s'emporte et sort de son bureau un dossier V.P. avec tous les tracts épiluchés, notamment le tract du Lundi 12. Voyez, il a prévenu " ses petits copains ", est-il à la C.G.T. ou pas ? Sa tactique est simple : isoler le camarade en reprenant mot pour mot les traits principaux de la ligne de la C.G.T. Vous et nous n'avons pas besoin d'un anarchiste à l'usine. Le motif du

licenciement est clair. C'est un licenciement politique, le pointage c'est du bluff ! La procédure de licenciement est maintenue. Un C.E. extraordinaire est prévu le Vendredi 16. Au sortir de la réunion, la cour est déserte, les ouvriers sont partis. Les dirigeants C.G.T. les ont dispersés. Au local syndical, c'est la guerre avec le délégué syndical, militant du P.C.F., qui arrive les mains dans les poches. Il n'a pas débrayé. Au P.C.F. on ne débraye pas pour les " gauchistes ". On vote même pour leur licenciement (il est au C.E. et a voté pour le licenciement !). Visiblement les

délégués de gauche temporisent. Le délégué le plus déterminant sent la situation peser sur ses épaules. Personne n'organise les ouvriers. Chacun est d'accord pour attendre le vote du C.E. Le camarade est obligé de quitter l'usine sur ordre de la direction

On constate dans l'usine un climat de terreur. Des mesures de licenciement sont envisagées ! On parle de 100 personnes. Que le patron serait content qu'une grève éclate !



Pour les ouvriers c'est simple : " C'est aux délégués de nous appeler à la grève, d'organiser la bagarre ". C'est la grande difficulté que nous avons rencontrée pendant la grève, que nous rencontrons sur cette usine. Quelle est l'origine de ces difficultés ? Dans cette fonderie 500 marocains en production. Tous des montagnes du Sud, paysans d'origine. Ils ont les boulots les plus durs, sont généralement OS. Pour leurs conditions de travail, ce sont eux qui se battent. Ils sont à l'origine de toutes les luttes, les français sont en mécanique, entretien. Ils ont des conditions différentes, " agréables ". Ils ne luttent pratiquement jamais, n'apportent aucun soutien concret aux ouvriers de production. Pendant la grève de Juillet, ils sont restés neutres, spectateurs. C'est pourtant dans cet atelier, secteur C.G.T./PCP, que notre cellule avait progressé au niveau vente du journal, contact avec des ouvriers avancés. C'est dans cet atelier que la ligne de V.P. était la plus discutée, la plus appréciée (et la plus combattue bien sûr !). Mais les ouvriers avancés de cet atelier sont dans des secteurs aristocratiques, corporatistes, ils sont étouffés ! Aucun n'a débrayé contre le licenciement la mécanique n'ayant pas débrayé. Pour les immigrés, le problème

est simple. " Les français ne bougent jamais, faut pas compter sur eux ! ". La division français-immigrés est forte. Les immigrés s'appuient sur ce qu'ils constatent, sans voir que dans le fond, c'est la place dans la production qui divise pour l'essentiel, (les nationalités venant bien sûr se greffer en plus) qui freine l'unité des ouvriers à l'usine. Dans la lutte contre le licenciement les immigrés mettent en avant deux idées :

- ils veulent se couvrir de la répression, le délégué représente " le droit ".
- le délégué est celui qui prend en charge la lutte, sans lequel les ouvriers sont perdus. Dans les luttes précédentes, les dirigeants C.G.T. ont entretenu ces idées fausses. Eux qui sortent et qui aiment être les spécialistes de la " lutte ouvrière ". Ils sont la caricature du délégué qui fait tout, qui laisse les ouvriers sur le trottoir. Notre cellule essaye de transformer cette situation en montrant que les délégués traîtres il va être nécessaire de les remplacer par des ouvriers qui ont la confiance des masses. Eliminer c'est bien mais il faut du nouveau et ce nouveau doit sortir des ouvriers eux-mêmes.

La leçon que doivent tirer les révolutionnaires c'est de toujours bien maîtriser la contradiction qui est : tout en prenant une responsabilité syndicale ou de direction tactiquement, préparer les conditions de s'en débarrasser, au sens que les ouvriers s'emparent eux aussi des tâches de dirigeants (sous peine de licenciement !!).

Notre cellule fixe pour mercredi matin une réunion avec les délégués de gauche. Ils sont les seuls à pouvoir organiser la lutte immédiate. Nous voulons leurs proposer deux solutions : 1/ fermeture des portes jusqu'au C.E. qui est la solution maximum; 2/ un ou des débrayages pour appuyer le C.E. qui est la solution minimum. Nous prévoyons également un tract pour appeler à la mobilisation des ouvriers, demandant l'arrêt immédiat de la procédure, face au coup monté par la direction. " Le C.E. dit qu'il va voter contre le licenciement, mais les délégués n'ont même pas débrayé hier. Et puis le patron a dit qu'il ne tiendrait pas compte de l'avis du C.E. ". Alors camarades, seule la force des ouvriers fera arrêter le licenciement. Les mots d'ordre de grève ou débrayage, nous les dirons oralement.

Mercredi 14 Octobre

Le matin nous diffusons et insistons sur la mobilisation ouvrière. Les ouvriers parlent du vote du C.E. " Attendons Vendredi ! ". On voit le travail de sape des dirigeants C.G.T. A la réunion prévue, les délégués de gauche sont absents. Ils ont été neutralisés : pression du patron d'un côté, des dirigeants C.G.T. de l'autre, les camarades ont craqué.

A la relève des équipes, l'après midi, tous les délégués quittent l'usine et apprennent au camarade qu'une réunion extraordinaire à lieu à l'UL de Nanterre. Objet : son exclusion de la C.G.T. Il n'a pas le droit d'y assister. Le camarade s'empresse tout de même d'y aller. Les dirigeants C.G.T. ont les tracts V.P. sur la table. On lui reproche d'être allé avertir " ses petits copains " le Vendredi du licenciement plutôt que d'être venu voir les délégués C.G.T. !! On lui dit qu'il a dirigé la grève de Juillet pour V.P. qu'il est dans la C.G.T. pour la casser, aussi ça ne peut plus durer comme ça ! On lui annonce son exclusion, le camarade a 5 minutes pour parler puis est accompagné à la porte. Les délégués de gauche restent silencieux. On lui promet que la C.G.T. le défendra comme un ouvrier et qu'elle votera contre le licenciement !

Il est maintenant évident que cette exclusion est la suite logique des événements depuis la grève. Le patron a profité des contradictions entre le camarade et les dirigeants C.G.T. pour placer son licenciement et permettre ainsi à la C.G.T. d'exclure. Les dirigeants C.G.T. ont neutralisé la gauche avec des faits

crapuleux, nous y reviendrons plus loin, mais également avec des erreurs tactiques de la cellule. L'exemple du tract de Lundi : nous n'avons pas appliqué correctement la tactique du front unique avec les dirigeants C.G.T.

Le tract, nous l'avons soumis aux délégués de gauche certes, mais nous aurions dû avant de le sortir insister pour que eux demandent à la section C.G.T. de l'usine de prendre position par tract contre le licenciement. Nous aurions ainsi évité des reproches bidons qui ont compté pour neutraliser la gauche.

Pour le Jeudi, notre tactique est d'informer les ouvriers sur l'exclusion décidée par les dirigeants C.G.T. sans consultation des syndiqués, de montrer qu'en plein licenciement c'est un coup de poignard dans le dos du camarade. Nous appelons également les délégués C.G.T. au C.E. à voter contre le licenciement Vendredi, que les problèmes internes on les règlera après. Il faut choisir son camp ! Un tract est prévu retraçant cette position. Vis-à-vis de la gauche du syndicat on garde l'espoir de les rallier. On limite l'objectif : débrayage le jour du C.E.

Jeudi 15 Octobre

Pour les ouvriers, exclusion, licenciement, tout cela arrive vite. On ne comprend plus ou plutôt on comprend très bien ! " Ils sont avec le patron ! ". Pourtant l'idée du C.E. de demain apparaît comme la solution. Les ouvriers n'ont pas confiance, mais vu que les délégués ont " disparu " comme ils disent, ils sont déboussolés !

A la relève des équipes on s'aperçoit que le patron n'a pas diminué la pression. Les chefs harcèlent les " meneurs ". Le bruit des 100 licenciements court. La maîtrise a collé des tracts de V.P. dans les W.C. portant des inscriptions fascistes. L'encadrement policier fonctionne bien, prêt à cueillir le premier immigré qui ose bouger ! Les dirigeants C.G.T. donnent aux ouvriers l'objectif du " C.E. libérateur ". Les délégués de gauche épousent cette position. Ils sont ligotés.

Quelle offensive vendredi ? La cellule tombe d'accord sur l'inutilité d'un tract. La cellule organisera une collecte devant l'usine. " Participation pour payer les tracts que la C.G.T. n'a pas fait " (nous récolterons 1.080,00 F.) et appellera à la mobilisation pour la réunion du C.E.

CCT

SECTION SYNDICALE MONTUPET-ALUVAC

FSM

MISE AU POINT

LA C.G.T. N'A DE LECON A RECEVOIR DE PERSONNE

Le but de la C.G.T., c'est de défendre les revendications des travailleurs - Au fil des années, cela a toujours été partout où elle existe, sa ligne de conduite. C'est le cas chez MONTUPET, où de nombreuses luttes ont été menées à l'initiative de la C.G.T., pour des actions collectives ou pour des cas individuels.

C'est pour toutes ces raisons qu'elle s'est attirée la sympathie et la confiance des travailleurs.

C'est tout ça que certains voudrait démolir ! Aujourd'hui, le Comité d'entreprise est consulté sur le licenciement d'un délégué du Personnel - La Direction l'accuse d'avoir pointé deux personnes - c'est un cas de licenciement prévu par le règlement intérieur qui date de 1946 !

La C.G.T. s'oppose par principe à tout licenciement - ses Elus suivront cette ligne de conduite : ils prendront la défense du délégué incriminé, malgré les divergences qu'il a avec la C.G.T.

Vendredi 16 Octobre

Entrée de l'équipe du matin. Les dirigeants C.G.T. sont là ! Ouf ! Il était temps ! Ils distribuent un

tract. " Nous n'avons de leçons à recevoir de personne ! La C.G.T. est contre tout licenciement et malgré les divergences avec le camarade, les représentants C.G.T. au C.E. vo-

teront contre le licenciement ". Voyez qu'on avait raison d'attendre camarades ! L'Inspecteur du Travail ordonnera la réintégration et l'affaire est classée ! 10 h 15, le camarade est convoqué. Dans la salle il y a foule ! Le camarade n'a que cinq minutes pour s'exprimer ! Il demandera au Secrétaire du C.E. C.G.T. d'intervenir pour qu'il puisse rester toute la réunion. Tout le monde s'y opposera, allant même jusqu'à vouvoyer le camarade ! Monsieur le Directeur, ce Monsieur n'a rien à voir avec la C.G.T., croyez nous !!

12 h : Résultat : par 8 voix contre 4, le C.E. a voté le licenciement. 4 représentants ouvriers C.G.T. ont voté le licenciement. A la relève des équipes, c'est la colère qui éclate. Les ouvriers harcèlent les représentants C.G.T. au C.E. qui sont venus grossir l'attroupement devant l'usine. A les entendre, personne n'a voté pour le licenciement ? A ce moment toutes les saloperies déversées sur les camarades toute la semaine apparaissent. Une enquête a été faite par les dirigeants C.G.T. et la direction Montupet sur le camarade. Ils se sont renseignés, main dans la main, sur les usines où le camarade avait travaillé. Ils ont téléphoné aux flics de son village. Les dirigeants C.G.T., la maîtrise ont répandu dans l'usine que le camarade avait " fait crouler " une entreprise de 300 ouvriers dans le Nord, que dans telle usine, il était à la C.F.D.T., qu'il était payé pour foutre la pagaille, qu'il aurait fait de la prison... ! (nous tenons ces informations de deux délégués C.G.T. de chez Montupet). Voilà le terrain où les dirigeants C.G.T. sont le plus à l'aise. Jouer les flics minables, les privés de banlieue ! Que

ne feraient-ils pas pour garder leurs planques. Pour terminer en beauté, le Secrétaire du C.E. et le Secrétaire de la section C.G.T. ont refusé de venir avec le camarade voir l'Inspecteur du Travail.

Aujourd'hui, chez Montupet, il est clair que c'est la C.G.T. qui a licencié le camarade. Les ouvriers ont été tenus en laisse et les délégués de gauche littéralement lessivés pendant huit jours par la C.G.T. et la direction. Il ne faisait pas bon être immigré ces derniers huit jours ! Malgré les coups portés, on se relève. Des pétitions circulent. Cinq délégués C.G.T., avec l'appui de tous les ouvriers, ont écrit une lettre à l'Inspection du Travail, demandant la démission du C.E. qu'ils ne veulent plus reconnaître. La question d'un autre syndicat est posée.

QUELS ENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ?

1/ PAR RAPPORT A L'ACTIVITE DE LA CELLULE

Le licenciement sanctionne notre activité sur l'usine, en particulier depuis la grève de Juillet. Moment fort de cette activité, se traduisant par une avancée importante de la cellule quant à l'expérience pratique et à une élévation de la conscience politique chez beaucoup d'ouvriers, cette grève met en évidence également les faiblesses, les lacunes tactiques et politiques,

les erreurs de notre cellule, qui ont favorisé ce licenciement. Nous n'allons pas faire ici le bilan de cette grève, actuellement en chantier, toutefois nous pouvons donner quelques éléments mis en lumière dans notre lutte contre le licenciement du camarade pour la réflexion.

Lien ouvriers avancés / masse

Nous avons décrit la situation difficile de cette fonderie. C'est le jour et la nuit entre les ateliers de production et les ateliers mécanique/entretien. D'un côté les OS, tous immigrés, de l'autre, les qualifiés généralement français (ou immigration européenne). Cette place différente dans la production a entraîné une véritable cassure, deux usines dans une ! Cassure qui a entraîné une division français/immigrés importante. L'histoire des luttes sur l'usine, c'est l'histoire de cette plaie, que les dirigeants ~~est~~ n'ont fait qu'infecter !

Depuis que nous menons une activité sur cette usine, l'unité des ouvriers a été un axe constant. D'un côté les masses ouvrières les plus écrasées, immigrés arriérés, sans cesse en ébullition, capables de mouvements durs. De l'autre, plusieurs ouvriers, ex-militants, ou alors, par leur expérience, capables d'une vision et d'une compréhension

politique assez avancées évoluant dans les ateliers où travaillent des français, ateliers particulièrement étouffants : traditions corporatistes, aristocratiques, mais également traversés par de nombreuses contradictions (division du travail). Au milieu de cela, une gauche du syndicat C.G.T., éléments combattifs, véritables " chefs " des masses immigrées. Comment unir ces forces, comment faire que les ouvriers avancés, les ouvriers combattifs soient les porteurs d'une unité politique des ouvriers, qu'ils se réunissent dans la prise en mains des tâches de direction des masses, de lutte contre les dirigeants C.G.T., de lutte contre le capitalisme, jusqu'à la nécessité de son renversement.

Pour avancer dans cette direction nous avons pris des chemins différents suivant les ouvriers auxquels on s'adressait. Travail dans le syndicat avec les délégués de gauche, plateforme revendicative vis-à-vis des masses, propagande de fond avec les éléments avancés. Or le constat que nous faisons dans la lutte contre le licenciement, comme pendant la grève, c'est que les ouvriers avancés sont " absents " (un seul sera actif pendant la grève).

Nous nous sommes retrouvés avec les masses et les délégués de gauche sans ceux qui sont les dirigeants nécessaires de la lutte, ceux qui sont les détonateurs de l'unité ouvrière, ceux qui peuvent attaquer pratiquement la division ouvriers français/ouvriers immigrés.

Comment devons-nous comprendre cela ? La réalité objective de l'usine ne fournit pas à elle seule toutes les explications. Il faut rechercher dans notre activité communiste ce qui a favorisé ce constat. Mauvaise analyse de la réalité ? Coupure entre la propagande, envers les ouvriers avancés, et travail dans le syndicat avec les éléments combattifs ? Mauvaise compréhension entre lutte immédiate et lutte pour la révolution ? Notre campagne ATT sera riche d'enseignements (bilan à venir).

Quand la gauche recule, reculer : avancer en construisant

Pendant la grève, les ouvriers avancés étaient " en dehors " de la lutte, qu'avons-nous fait ? Nous avons voulu pallier à cette absence en partageant les tâches de direction qu'auraient dû prendre ces ouvriers avancés entre le camarade licencié et les délégués de gauche. Etant donné le niveau politique faible des délégués de gauche, le camarade s'est retrouvé l'élément déterminant, le plus en avant, dans la lutte contre les dirigeants C.G.T., contre la direction, surchargé de tâches et de décisions. On ne transmet pas la réalité seul. Tout au plus fait-on éclater les contradictions entre les forces présentes, mais vu les capacités politiques que

vient de

paraître



POUR LE PARTI JOURNAL
DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE
VOIE PROLETARIENNE



QUESTION NATIONALE ET REVOLUTION SOCIALE

dans les pays opprimés par l'impérialisme.

requiert d'avancer vers la résolution de ces contradictions, on se retrouve seul, isolé. Et quand la bourgeoisie frappe (licenciement) les troupes ne sont pas prêtes et dirigées. Quand nous menons une activité révolutionnaire, il est important de ne pas considérer uniquement l'avancée des ouvriers dans la lutte, il faut tenir compte de l'ennemi de classe (bourgeoisie et bureaucrates syndicaux) et de la répression qu'il va nécessairement mettre en place contre nous. C'est-à-dire assurer les arrières, ne détruire que si l'on construit, savoir reculer quand les ouvriers ne suivent plus. Une erreur tactique du camarade est de n'avoir pas participé à la négociation finale de la grève car ainsi il se coupe des ouvriers. Il ne faut pas exiger des ouvriers plus que ce que leur niveau de conscience à un moment donné de la lutte leur permet de comprendre. Les meilleures fondations pour assurer les arrières, c'est l'appui des ouvriers avancés capables d'assumer politiquement la riposte. Dans la lutte contre le licenciement, le camarade avait les masses derrière lui, mais lui à l'extérieur de l'usine, il n'y avait plus de dirigeants pour ces masses.

Vis-à-vis des délégués de gauche, nous les avons surestimés, pensant que la lutte politique durant la grève entre V.P. et les dirigeants C.G.T. les avait transformés d'ouvriers combattifs en ouvriers avancés, prêts à affronter l'appareil bureaucratique des réformistes. L'offensive de la cellule s'est poursuivie après la grève, contre la direction C.G.T., notamment à travers nos premières réflexions sur le bilan de cette lutte et les retombées de cette lutte. Les ouvriers demandaient des comptes vis-à-vis des traîtres, les délégués de gauche également. Le camarade a appuyé cette ébullition. Pourtant, durant la grève, la direction C.G.T. avait prévenu le camarade qu'il devait s'attendre à " l'exclusion ". Qu'avons-nous fait par rapport à cela ? Nous avons pensé que l'exclusion servirait, qu'on l'utiliserait pour élever la conscient-

ce politique des ouvriers contre les dirigeants C.G.T. On a complètement

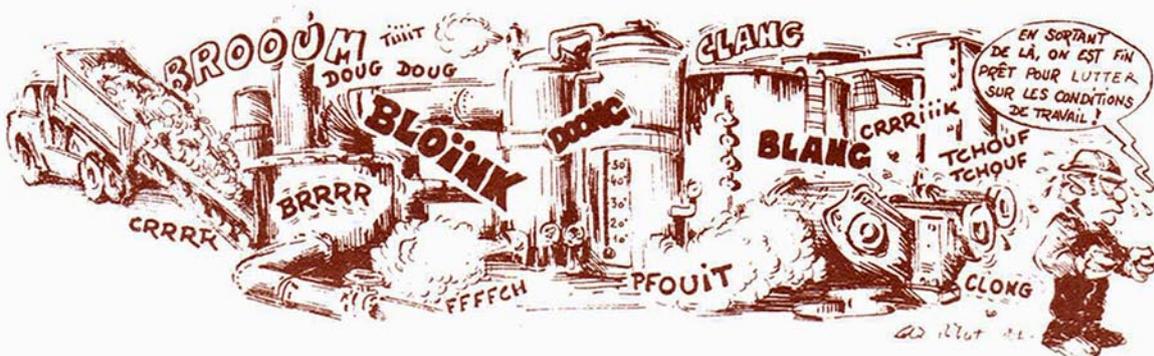
oublié que le patron lui aussi pouvait l'utiliser contre le camarade. Notre cellule n'a pas préparé les conditions de résistance aux coups de la bourgeoisie. Nous n'avons pas construit l'offensive en y associant les éléments avancés, " absents " de la grève, certes, mais conscients qu'à la rentrée, la lutte serait aigüe. Il était préférable de retarder cette offensive pour la solidifier plutôt que de partir au combat sans appui solide (sans appui à la hauteur des problèmes importants posés et à résoudre). Se parer (relativement) des coups des bureaucrates syndicaux et de la bourgeoisie, c'était construire cet appui. A la limite, il offrait une meilleure capacité de résistance au licenciement. De toutes façons, il aurait été l'embryon d'un appui, qu'il nous faut construire aujourd'hui. Comment comprendre que les ouvriers de l'usine n'aient pas pu empêcher le licenciement du camarade alors que quelques semaines auparavant, ils excluaient le Secrétaire de la section C.G.T. d'une réunion d'information syndicale ? Nous n'avons pas suffisamment travaillé à leur donner les dirigeants dont ils avaient besoin. Nous avons préparé les conditions d'une offensive spontanée des ouvriers contre les dirigeants C.G.T., sans comprendre que parmi ces ouvriers, notamment les délégués de gauche, aucun n'était prêt politiquement à la matérialiser.

2/ PAR RAPPORT A LA SITUATION POLITIQUE GENERALE

Nous savons que les directions C.G.T., C.F.D.T., mènent une politique contraire aux intérêts de la Classe Ouvrière, qu'ils défendent les intérêts d'une clique qui se pose en " représentants officiels " des ouvriers. Et que depuis longtemps la Classe Ouvrière n'a plus aucun contrôle sur ses représentants.

L'exemple de l'usine Montupet montre pratiquement ce qu'ils sont capables de faire pour défendre les privilèges que leur accorde l'impérialisme français. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, ces bureaucrates syndicaux font la police dans les usines. Aussi on peut s'imaginer facilement ce qu'ils feront lorsque le système capitaliste auquel ils s'accrochent en parasites, sera menacé à l'échelle du pays ou quand l'impérialisme français vacillera dans les pays dominés. L'histoire est déjà riche d'exemples !

- a) La position des dirigeants C.G.T. de chez Montupet, de l'UL de Nanterre et de l'UD 92 n'est pas une bavure accidentelle. Ce ne sont pas quelques individus qui sont en cause. Il s'agit d'une couche de bureaucrates préoccupés de défendre le système capitaliste où ils rêvent de vivre comme des princes. Ils sont dans le camp des bourgeois chaque fois que les ouvriers relèvent la tête contre le capitalisme. Et si quelquefois ils lancent des discours fracassants sur la lutte de classes, c'est pour mieux tromper les ouvriers, en rester les " représentants " et tirer davantage de privilèges des capitalistes par ex.: plus d'heures de délégation, pas pour organiser la lutte bien entendu, mais pour discuter de bureaux en bureaux, plus de participation aux décisions, dans les instances où se décide l'avenir de l'exploitation des ouvriers. Passer du temps dans les bureaux, loin des ateliers, tel est leur rêve.
- b) Le licenciement du camarade n'est pas une crasse faite à un individu. Ce camarade était connu pour ses idées et sa pratique révolutionnaires, et les ouvriers de chez Montupet ont bien compris que les dirigeants C.G.T. l'ont licencié parce qu'il était un di-



rigeant des ouvriers. Chaque jour il expliquait aux ouvriers qui sont ces " représentants ", les privilèges qu'ils ont acquis par

les mandats syndicaux, et enfin la nécessité de se débarrasser d'eux. Le camarade était un organisateur de la lutte ouvrière, et les ouvriers de Montupet savent maintenant qu'en éliminant le camarade, les dirigeants C.G.T. voulaient éliminer toute résistance organisée des ouvriers contre le capitalisme.

c) Ces dirigeants syndicaux sont aux postes de commande de la C.G.T., comme dans la C.F.D.T. Ils ne sont qu'une minorité parmi les adhérents de ces syndicats. S'ils

sont forts, c'est grâce à leur appareil organisé, grâce à la protection des patrons, de l'Etat, et grâce également aux difficultés qu'ont les ouvriers à comprendre qu'il faut qu'EUX-MEMES prennent en mains la lutte contre les alliés de la bourgeoisie dans leurs propres rangs. Aujourd'hui encore bon nombre d'ouvriers combattifs sont encore dans les syndicats. Travaillons avec eux dans les syndicats, dirigeons-les pour faire le ménage, pour leur faire perdre leurs illusions et les éduquer à travers l'expérience à la lutte de ligne réformiste contre révolutionnaire. Alors dans ce combat nous balayerons les privilèges et les privilégiés, nous choisirons nos représentants

révolutionnaires que ce soit dans ces syndicats ou dans toute organisation de masse que se donneront les ouvriers pour mener leur combat.

Mais pour attaquer cette force organisée, cette armée de parasites, il faut aujourd'hui que tous les ouvriers conscients, les syndicalistes qui ont le souci de l'avenir de la Classe Ouvrière, les révolutionnaires inorganisés, bâtissent avec notre organisation cette force nécessaire, plus que jamais : le parti marxiste-léniniste.

Cellule MONTUPET



va paraître

n° 5

AU SOMMAIRE :

- TRAVAILLER TOUS, TRAVAILLER MOINS, TRAVAILLER AUTREMENT.
- REFORMISME ET MOUVEMENT OUVRIER : UN RAPPORT CONTRADICTOIRE DANS UN SYSTEME SOCIAL EN CONSTANTES TRANSFORMATIONS.

LA CAUSE DU COMMUNISME

revue théorique et politique

